C’est désormais clair : notre Collectivité refuse de reconnaître notre travail, notre engagement et notre implication

Lors de la séance censément conclusive sur les négociations, du mercredi 27 septembre, les représentants du personnel ont ferraillé sur les trois sujets en cours : l’action sociale, le régime indemnitaire et le temps de travail. Nous reviendrons vers vous de manière plus globale dans les jours à venir sur les deux premiers mais nous ne pouvions différer une prise de parole collective sur la question du temps de travail.

Malgré les débats, les apports d’information sur les dispositions réglementaires permettant d’accorder des jours de repos supplémentaires, la Collectivité ne dévie pas et **supprime des jours de congés : de 5 à 9 jours selon les implantations.**

Malgré les dizaines de milliers d’heures écrêtées dans les sièges,
malgré l’engagement sans faille des collègues des sièges et des lycées,
malgré la multiplication des déplacements et les milliers d’heures disparus dans les entrailles des logiciels de gestion du temps,
malgré la présence régulière des agents des lycées en dehors de leurs horaires habituels pour contribuer au fonctionnement des établissements dans toutes leurs activités,
c’est bien la fable du Président selon laquelle nous ne travaillerions pas assez qui définit le cadre du futur règlement du temps de travail.

Bon, il y a tout de même un progrès pour les agents du site de Bordeaux : les heures supplémentaires réalisées par les seuls agents de catégorie B et C à la demande explicite de leur hiérarchie pourront être récupérées à hauteur d’un jour par mois, à prendre le mois suivant.

Voilà.
Des mois et des années à expliquer aux représentants de la Collectivité que nombre d’entre nous supportons une charge de travail trop importante, des mois à souligner les lourdes conséquences de la fusion dans ce domaine, tant dans le sens de notre travail que dans la reconnaissance de celui-ci, et voilà le niveau de respect et de clairvoyance qu’affiche la Collectivité : une régression pour tous les agents avec moins de congés pour tous, moins de récupérations pour les agents de Limoges et Poitiers, aucune reconnaissance des heures écrêtées, et une faible chance pour quelques-uns de compenser les pertes dans un cadre si restrictif.

A partir d’aujourd’hui, nous vous invitons donc à devenir tels qu’ils nous considèrent : des agents aux yeux rivés sur leur montre, sans attachement au service public, sans implication, sans conscience professionnelle.

Cela sera sans doute difficile pour nombre d’entre nous, ceux que la folie et l’absurdité dans lesquelles nous sommes plongés n’ont pas encore complètement cassés, mais il est

indispensable que tous les agents démontrent ce qui arriverait si nous étions tels qu'ils nous voient.

Et puis chacun trouvera sans doute quelque bénéfice dans ce temps libéré, consacré à ses loisirs, à sa famille, à ses amis, à son implication dans la société.

A partir d'aujourd'hui nous invitons tous les agents soucieux d'être reconnus dans leur implication à refuser tout temps de travail supplémentaire qui ne ferait pas l'objet d'une demande écrite de leur hiérarchie.
Il appartient à chacun d'apprécier ce volume au jour le jour, à l'échelle d'une semaine ou d'un mois.

Les collègues de Limoges et de Poitiers continuant à bénéficier des possibilités de récupération peuvent bien sûr garder leur rythme précédent, mais en gardant à l'esprit qu'ils ne bénéficieront plus de cette possibilité dès le 1er janvier 2018 si les représentants de la Collectivité ne changent pas d'avis.

Les heures effectuées par chacun d'entre nous en plus du temps officiel sont la conséquence directe d'un manque de personnels. Nous demandons à la Collectivité de recruter des fonctionnaires au lieu de camoufler par tous les moyens la réalité des dépassements, parfois vertigineux, et d'attribuer un forfait de 5 jours de congés, peu nous importe le nom, à l'ensemble des agents en contrepartie de leur engagement sans faille et en reconnaissance de tous les temps de travail invisibles ou censurés.

Pour que la fusion ne soit pas une fois encore synonyme de régression et de dégradation pour tous, mobilisons-nous !